

La Commune

ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2016 TRIMESTRE 2



SAMEDI 28 MAI 2016 · 14H30

MONTÉE AU MUR DES FÉDÉRÉS

RENDEZ-VOUS À L'ENTRÉE DU PÈRE-LACHAISE
RUE DES RONDEAUX, PARIS XX^e, MÉTRO GAMBETTA

Voir en page 3

NUMÉRO

66

L'

année 2015 s'est terminée sur des aspects particulièrement angoissants et ce début 2016 ne vaut guère mieux. La situa-

tion s'est encore dégradée au point qu'elle devient insupportable pour beaucoup. La persistance d'un chômage endémique, les attaques sans précédent contre le code du travail, le niveau très bas des salaires, les libertés individuelles et collectives mises à mal, ne font qu'empirer les choses.

Dans ces circonstances, avec des mesures démocratiques et sociales telles que révocabilité des élus, citoyenneté des étrangers, égalité des salaires des femmes et des hommes, réquisition des entreprises abandonnées, la Commune reste d'une actualité brûlante dans le monde où nous vivons.

En ce printemps 2016, la Commune a 145 ans. C'est loin, et certains pourraient penser qu'il est inutile de remuer les cendres. A vrai dire, s'agissant de la Commune, point n'est besoin de tisonner longtemps la braise pour qu'à nouveau la flamme jaillisse.

Le succès de nos différentes manifestations en témoigne et manifeste l'importance accordée aux valeurs de justice et de démocratie que portait la Commune.

L'année 2016 s'annonce d'ores et déjà prolifique en terme d'initiatives : projets avec la mairie du II^e dans le cadre du bicentenaire de la naissance d'Eugène Pottier, montée au Mur des fédérés le 28 mai, fête de la Commune dans le XIII^e le 24 septembre, exposition sur les grilles de l'Hôtel-de-Ville et inauguration d'une promenade « Femmes de la Commune de Paris-1871 » entre le Pont d'Arcole et le pont Louis-Philippe.

Parallèlement, notre action va se poursuivre

pour qu'une station de métro prenne le nom de « Commune de Paris-1871 ».

Et, peut-être, qu'enfin la Commune, les communardes et les communards sortiront de l'ombre, ce que permettrait leur réhabilitation. Cette réhabilitation pour laquelle notre association mène un combat sans relâche depuis 2011 : pétition, poses de plaques et attribution de noms de rues, expositions, conférences et dépôt, en 2013, par les groupes PS et PC de l'Assemblée nationale de projets de résolution allant dans ce sens. À ce jour, ils n'ont été soumis ni à la discussion, ni au vote. C'est pourquoi nous insistons sur ce point, car la Commune doit être réintroduite dans la mémoire collective, dans l'enseignement et lors des commémorations officielles.

« *L'histoire finira par voir clair et dira que nous avons sauvé la République* ». Eugène Varlin a prononcé ces paroles quelques heures avant d'être fusillé, le 28 mai 1871. Le temps est venu de lui donner raison. L'esprit de la Commune de Paris est plus que jamais vivant, et son œuvre mérite aujourd'hui d'être connue et amplifiée pour nous aider à porter l'espoir d'une société meilleure et plus juste.

La Commune toujours...

■ JOËL RAGONNEAU

EN COUVERTURE

GARDES NATIONAUX

(gravure d'époque)



SAMEDI 28 MAI 2016 · 14H30

MONTÉE AU MUR DES FÉDÉRÉS

NOTRE EXIGENCE POUR 2016 : **LA RÉHABILITATION DES COMMUNARDS**

La Commune de Paris constitue un moment particulièrement marquant à la fois de l'histoire de notre pays mais aussi de Paris.

Entre mars et mai 1871, un élan patriotique, se prolongeant en mouvement social, a fait vibrer la capitale. Un gouvernement, né principalement de la révolte ouvrière, a alors tenté de faire triompher les aspirations populaires pour une République sociale.

La Commune est une forme originale de démocratie avec une intervention populaire active contrôlant les élus, qui ne peuvent pas confisquer la souveraineté du peuple. Elle prend des mesures très modernes : révocabilité des élus, séparation de l'Église et de l'État, école laïque gratuite, citoyenneté pour les étrangers, égalité des salaires des femmes et des hommes, réquisition des logements vacants.

Il est temps aujourd'hui, dans l'esprit de la Commune, de bâtir une vraie démocratie et nous invitons les associations, syndicats, partis politiques, qui se reconnaissent dans la Commune, à rappeler ses valeurs en participant nombreux à la montée au Mur des Fédérés, le 28 mai 2016.

En ce 145^e anniversaire de la Commune de Paris, nous revendiquons plus que jamais la nécessité de la réhabilitation de la Commune, des communardes et des communards.

Notre association a depuis longtemps mené des actions publiques pour cette réhabilitation : pose de plaques dans les mairies, pétition en 2011 sur cette exigence démocratique, et dépôt en 2013, par les groupes PS et PC de l'Assemblée Nationale, de projets de résolution allant dans ce sens. À ce jour, ils n'ont été soumis ni à la discussion, ni au vote. Notre volonté, dans la perspective du 150^e anniversaire de la Commune, de voir une station de métro porter le nom de « Commune de Paris-1871 », ne peut que nous conforter dans notre démarche.

Rétablir dans leurs droits les communardes et les communards, c'est donner un sens à leur combat pour une société plus juste. C'est aussi un engagement à faire connaître ce moment de l'Histoire où pour la première et seule fois dans notre pays, le pouvoir fut exercé par le peuple pour le peuple.

Oui, nous en sommes persuadé(e)s, la Commune n'est pas morte !

RENDEZ-VOUS À L'ENTRÉE DU PÈRE-LACHAISE
RUE DES RONDEAUX, PARIS XX^E, MÉTRO GAMBETTA

ÉDOUARD VAILLANT

ÉLU SOCIALISTE DU XX^E ARRONDISSEMENT

(1884–1915) 2^{ÈME} PARTIE Cet article fait suite à celui paru dans le bulletin n° 65

Un militant socialiste de tous les instants

Le fait qu'il soit un élu ne dispense pas Édouard Vaillant d'être actif sur le terrain, bien au contraire : il soutient les grévistes de Decazeville et les métallurgistes de Vierzon en 1886, de même que les terrassiers parisiens en 1888 ; il participe aux manifestations, aux rassemblements syndicaux, aux congrès socialistes nationaux et internationaux. Il y est particulièrement dynamique et toujours très écouté.

Il joue un rôle déterminant au VII^e Congrès national corporatif qui se tient à Limoges du 23 au 28 septembre 1895 et au cours duquel va être créée la Confédération Générale du Travail (CGT). Il y fait adopter le principe de l'indépendance syndicale à l'égard des partis socialistes.

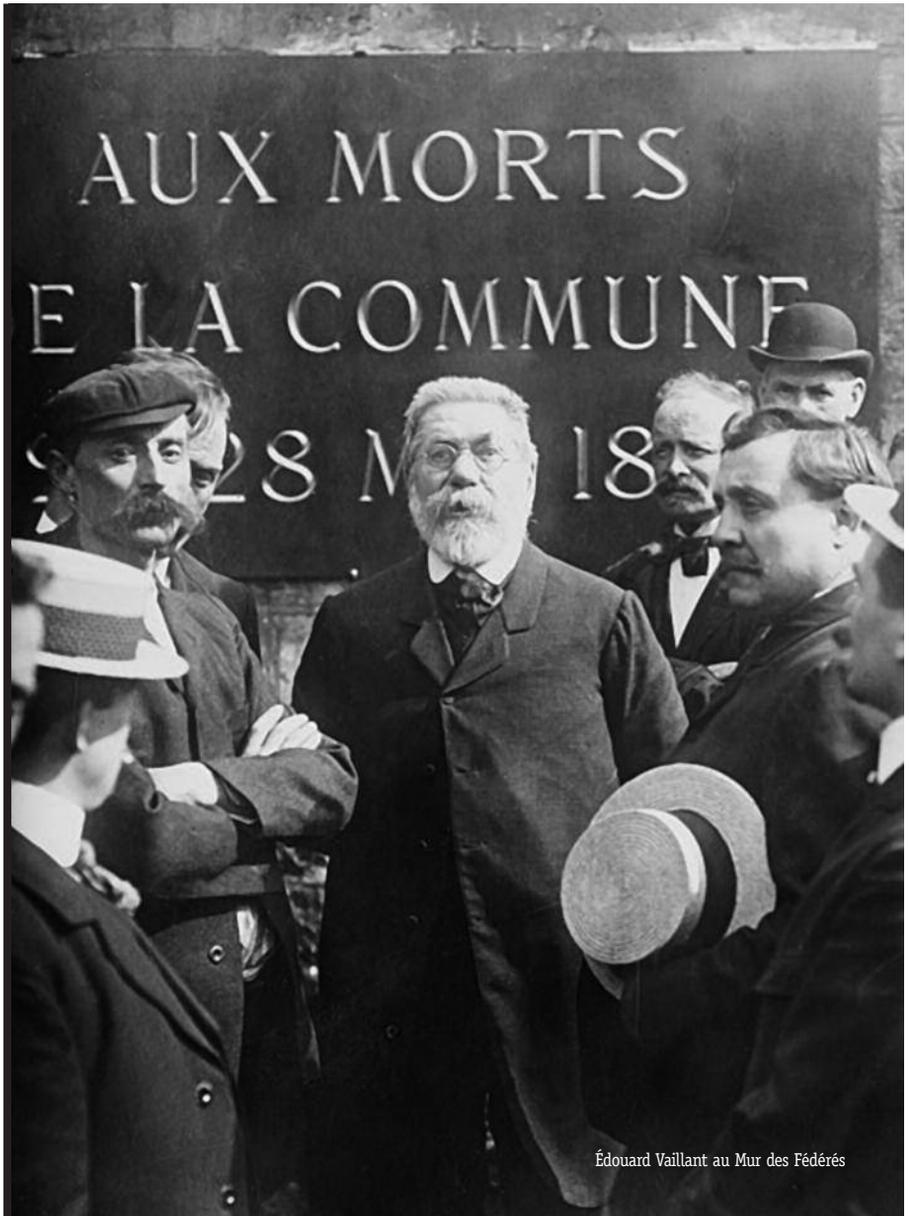
Il est, avec Jules Guesde et Jean Jaurès, l'artisan de l'unification des partis socialistes, qui débouche en 1905 sur la création de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Vaillant œuvre patiemment et par étapes pour obtenir ce résultat. Déjà, en 1883, les différentes tendances se sont mises d'accord pour cesser de s'injurier et pour se désister au second tour des élections en faveur du candidat le mieux placé. La récréation, la même année, du *Cri du Peuple* contribue à la marche vers l'union : il accueille, en effet, dans ses colonnes des articles d'auteurs appartenant à toutes les tendances. En 1892, Vaillant est à l'origine de la fon-

dation de la Fédération nationale des Conseillers municipaux socialistes de toutes tendances. Les élections de 1893 mènent à la Chambre près de cinquante socialistes — dont Vaillant — qui forment un groupe parlementaire unique.

La participation d'Alexandre Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau, le 22 juin 1899, en tant que ministre du Commerce, retarde le processus d'unification : elle provoque, en effet, une nouvelle scission au sein des socialistes¹. Après le I^{er} Congrès général des Organisations socialistes françaises qui a lieu salle Japy du 3 au 8 décembre 1899, après le III^e Congrès général des Organisations socialistes françaises, réuni à Lyon du 26 au 29 mars 1901, qui voit s'unir le PSR de Vaillant et le POF de Guesde pour former l'Unité Socialiste Révolutionnaire, après le VI^e Congrès Socialiste international qui se tient à Amsterdam entre le 14 et le 20 août 1904 et qui vote une résolution prescrivant l'unité socialiste dans chaque pays, il revient au congrès dit de la salle du Globe (23-25 avril 1905) de définir la charte du parti socialiste unifié. Celui-ci sera dénommé SFIO sous la pression du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

EMPÊCHER LA GUERRE ?

Les années suivantes précèdent la Première Guerre mondiale. Dès juin 1912, au sein du Bureau Socialiste International, Vaillant soutient les partisans de la grève générale ouvrière dans les indus-



Édouard Vaillant au Mur des Fédérés

tries de guerre « pour prévenir et empêcher la guerre ». Avec le Parti Socialiste, il se bat — mais en vain — en 1913 contre la loi de trois ans², contre l'expédition du Maroc et contre le maintien sous les drapeaux de la classe libérable, les trois facettes de la préparation à la guerre. Le 31 juillet 1914, Jaurès est assassiné : tout espoir de paix



Jaurès, Vaillant et Camélinat en 1914

disparaît alors aux yeux de Vaillant qui se lance alors éperdument dans la guerre. « Cette adhésion sans équivoque ni réserve à la défense nationale se symbolise par le geste de Vaillant à la Chambre lors de la déclaration de guerre l'après-midi du 4 août. [...] On vit le vieux communard, collègue du comte Albert de Mun depuis plus de vingt ans et qui avait toujours refusé de lui adresser la parole à cause de son rôle sanglant pendant la répression de 1871, serrer chaleureusement la main de son adversaire. [...] On peut dire que la guerre produit chez Vaillant une sorte de transfiguration »³.

Rares sont ceux qui comprennent que c'est son obsession anti-guerrière qui l'amène à désirer la destruction du militarisme et de l'impérialisme allemand, seul moyen de défendre la République et le socialisme. Nombreux sont ceux qui ne le comprennent pas, ou même qui voient dans son

revirement et dans son « bellicisme effréné » une sorte de trahison. En juillet 1915, les députés de Haute-Vienne et de l'Isère accueillent Vaillant au groupe parlementaire avec des sarcasmes. Le 5 décembre, à la Fédération de la Seine, lui, qui a l'habitude d'être toujours vénéré, se fait injurier par les jeunes opposants du parti. Déjà très affaibli par son hyperactivité, démoralisé par ces revers, il meurt au petit matin du 18 décembre 1915.

L'INJUSTICE DE LA POSTÉRITÉ

Toute la classe politique se presse à ses funérailles, d'abord à son domicile, puis à la gare d'Austerlitz ; la population du Cher accueille son cercueil en grand nombre malgré la pluie pour le conduire au caveau familial ; des municipalités donnent son nom à des voies ou à des établissements qui existent toujours aujourd'hui.

On peut se demander alors pourquoi Édouard Vaillant — à l'inverse de Jaurès ou même de Guesde — est devenu si peu connu du grand public : parce qu'il n'était pas un tribun ? Parce que, bien qu'ayant écrit de très nombreux articles, il n'a pas publié de grand ouvrage de synthèse ? À cause de son ralliement à l'Union sacrée pour la défense nationale en 1914 ? Ou tout simplement, parce que — à la différence de Jaurès — il est mort dans son lit ? Quoi qu'il en soit, c'est un remarquable communard et un grand socialiste. Il est donc important de le faire mieux connaître.

■ **GEORGES BEISSON**

1) Vaillant s'oppose d'autant plus farouchement à la participation de Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau que le ministre de la guerre en est le général de Gallifet, le massacreur de la Commune. 2) Vaillant souhaite supprimer l'armée permanente et, à l'exemple de la Suisse, armer directement le peuple pour qu'il puisse assurer sa défense et celle de la République.

3) Maurice Dommanget, *Édouard Vaillant, un grand socialiste (1840-1915)*, Paris, la Table Ronde, 1956, p. 235.

“ C’est un jeune homme de 22 ans qui eut à répondre de ses actes le 15 août 1871 :
 — Vous êtes excessivement violent. Vous avez excité à la guerre civile; vous avez injurié le chef du pouvoir exécutif, les ministres, l’Assemblée, en un mot, tout le gouvernement régulier.
 — Je n’ai rien à dire, c’est écrit.”

LA BRÈVE EXISTENCE DE GUSTAVE MAROTEAU

Durant la Commune, il avait fondé deux journaux, *la Montagne*, qui connut 22 livraisons, puis le *Salut Public*, dont la publication débuta le 16 mai pour s’interrompre, dès le 23, après l’entrée des troupes versaillaises dans Paris. Peut-on parler d’un « accès de fièvre » qui aurait atteint, « dans le funèbre printemps de 1871 », celui qui fut « poète à 17 ans, soldat patriote à 20 ans » ? En l’occurrence, Victor Hugo semble s’être mépris sur la profondeur des convictions de celui qui s’était recommandé très tôt à son attention.

Gustave Maroteau, natif de Chartres, avait prolongé ses études au lycée Louis-le-Grand, avant de se décider à vivre de sa plume. « *Il m’est arrivé*, écrit Vallès dans *l’Insurgé*, *un jeune homme de 16 ans, à la figure malade, avec des airs de fille, mais avec l’ossature faciale d’un gars à idées et à poil* », que sa mère avait poussé à solliciter « *l’aumône d’une auscultation littéraire* ». Les encouragements n’avaient pas manqué, puisque paraissait, en 1867, un recueil de poésies, *les Flocons*, dont la première était dédiée à Hugo. La légende veut que, désargenté, son auteur ait dû vendre la lettre autographe que le maître lui avait adressée. Le secrétaire de Vallès ne tarda pas à fonder son premier journal *le Faubourg*, interdit dès son troisième numéro pour offense envers l’empereur et l’impératrice. Condamné de ce chef à huit mois de prison et 2000 francs d’amende, le



Portrait de Maroteau par Georges Pilotell, accompagné de sa dédicace : « *J’offre en souvenir de notre amitié cette image de la tête qu’on veut me couper* », dans *La Revue blanche*, t. XII, 1897.

11 mars 1870, il se réfugia en Belgique, en Hollande, puis à Londres. Après le 4 septembre, il s’empressa de revenir à Paris et fut incorporé dans la garde nationale mobile, avant d’être réformé, « *épuisé par les excès d’une jeunesse orageuse* », nous disent ses accusateurs, mais Vallès n’ignorait pas que « *le rat de la phtisie* » s’était logé en lui.

UNE LETTRE DE DÉNONCIATION

C’est de sa ville natale qu’était partie une lettre de dénonciation, et il fut arrêté, le 9 juillet 1871,

à Belleville, au domicile d'une « *ouvrière en abat-jour et ustensiles d'éclairage* », qui le faisait passer pour son fils. Il fallut l'extraire de l'hôpital militaire de Versailles pour soumettre à des interrogatoires « *un de ces bohèmes de la littérature qui, à peine sortis du collège, se font les apôtres des théories les plus malsaines et les plus subversives* ». La pièce la plus « incendiaire » retenue à sa charge est un article de *la Montagne* du 21 avril, dans lequel il appelait de ses vœux le temps où « *la charogne d'un évêque ne [pèserait] pas plus dans la balance de la justice que le cadavre d'un ouvrier* » et exigeait de la Commune qu'elle tînt sa promesse de mettre à mort l'otage Darboy si Blanqui ne lui était pas rendu...

Par jugement rendu le 2 octobre, le 3^e Conseil de guerre le condamna à la peine de mort « *et aux frais envers l'État, comme coupable de provocation à un attentat ayant pour but d'exciter la guerre civile, de complicité d'assassinat sur la personne de Mgr Darboy, en provoquant au crime par des écrits rendus publics, de provocation au pillage en bande, de publication de fausses nouvelles, faite de mauvaise foi et de nature à troubler la paix publique, et d'offense envers le chef de Gouvernement par des écrits rendus publics.* » Son avocat, Me Léon Bigot, avait vainement plaidé l'acte politique pour lequel la peine capitale était abolie depuis 1848 : « *Maroteau n'implore, ne demande pas sa grâce, il ne veut que la justice !* » Après rejet du recours en révision, puis du pourvoi, la peine fut commuée le 10 janvier 1872, mais l'intervention de Hugo ne put lui éviter les « *galères à perpétuité* ». On rapporte son échange avec Émile Fortin, lorsque tous deux furent ferrés au bagne de Toulon :

- *Eh bien ! mon vieux, qu'est-ce que tu dis de cela ?*
- *Je dis que cela n'est pas gai.*
- *C'est vrai, mais, au moins, ce n'est pas banal.*

AU BAGNE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le transporter à l'île Nou, où il arriva le 24 octo-

bre, au terme d'une navigation de 145 jours, c'était l'envoyer à la mort. Dans l'infirmerie à bord de la *Virginie*, a témoigné Simon-Mayer, « *retentissait jour et nuit la toux déchirante de Maroteau, qui agonisait, phthisique, sur son matelas trempé d'eau de mer.* »

À sa mère, sollicitant un adoucissement dans l'application de la peine, Victor Lefranc, ministre de l'Intérieur en 1872, répondit : « *Madame, je ne connais qu'un bagne !* » Du moins son fils échappa-t-il à la quatrième catégorie et à la double chaîne, qu'ont connues Henri Brissac, Alexis Trinquet ou Raoul Urbain. Avec Gaston Da Costa, Émile Fortin, Émile Giffault, il forma une espèce de « gamelle » à laquelle chacun apportait les ressources dont il pouvait disposer, pour éviter la promiscuité avec les condamnés de droit commun, l'« écume des scélérats ». Mais Maroteau dut multiplier les séjours à l'hôpital du pénitencier ; il s'y trouvait notamment en décembre 1872 et en mars 1874 : c'est l'adresse qu'il communique à son ami Bauër, déporté à la presqu'île Ducos.

Sa santé se dégrada fortement au début de l'année 1875. Informé par le médecin qu'il ne lui restait que quelques heures à vivre, il écrivit, le 16 mars à sa « *mère aimée* » :

« *Je meurs... et je t'envoie mon dernier adieu.*

« *Tu n'aurais point cru, alors que tout petit tu me berçais dans mon berceau d'enfant, que je finirais ainsi à six mille lieues de toi, sur un grabat du bagne, le grabat qu'aurait eu Lacenaire, si on avait daigné, comme à moi, lui faire grâce de la vie.*

« *Je meurs et je t'aime.*

« *Je meurs et j'ai cette consolation de savoir que la liberté triomphe, et que ma muse, ma vieille muse en cheveux gris, me survit pour demander justice et vengeance.*

« *Je t'embrasse dix millions de fois.* »

Il aurait dit à ses amis qui se pressaient autour de lui : « *Ce n'est pas une grande affaire de mourir, mais j'eusse préféré le plateau de Satory [où il aurait été fusillé] à ce grabat infect.* » Il légua sa pipe à son collègue journaliste Humbert, son carnet à Fortin, qui

lui était le plus proche, et ses dettes... à la République. Il avait annoncé, pendant la Commune : « *Biffons Dieu* », et, mourant, invitait l'aumônier du bague, le père mariste Montrouzier, à se retirer : « *Monsieur, vous me blesseriez profondément en vous approchant de moi.* » Louise Michel, à qui elle fut rapportée, romance ainsi sa fin : « *On attendait sa mort dès le 16 mars, l'agonie étant commencée. Tout à coup, il se soulève et, s'adressant au médecin :*

- *La science, dit-il, ne peut donc pas me faire vivre jusqu'à mon anniversaire, le 18 mars.*

- *Vous vivez, dit le médecin qui ne put cacher une larme.* »

Maroteau mourut le 18 mars, soit quatre ans après le début de l'insurrection parisienne, mais, étant né le 28 juillet 1849, il n'avait pas encore 26 ans... Il fut enterré dans un coin du cimetière des forçats « *sur le haut d'une côte où la vue est admirable et je pensais à lui qui aimait tant les belles choses* », précise Giffault qui nous a laissé un croquis de sa tombe.

LE CŒUR D'UNE MÈRE

Informée par leurs soins de la mort de son fils, Cécilia Maroteau adressa la lettre suivante de Paris, le 8 juillet 1875, « *à Alphonse [Humbert], Gaston*

[Da Costa], mes deux Émile [Fortin et Giffault] :

« *Mes chers enfants,*

« *Je ne puis vous dire l'émotion touchante que j'ai ressentie en recevant de vous ces lignes si tendres, inspirées par votre amitié pour mon bien-aimé ; j'ai cru un instant qu'il revivait en vous. Oui ! Vous êtes mes enfants, le cœur des mères est assez vaste pour contenir toutes ces tendresses. Vous devez me porter les baisers que mon fils vous a donnés pour moi. Je veux vivre pour que vous me les rendiez ; je veux obéir à sa chère mémoire ; je vous attends pour me fermer les yeux. Peut-être votre retour devancera-t-il nos espérances. Courage !*

« *Vos parents sont des amis pour moi ; leur douce amitié me fait oublier mon isolement et, lorsque je suis triste, je vais chez eux retremper mon courage, savoir de vos nouvelles à tous les quatre, lire les mots affectueux que vous mettez pour moi dans vos lettres. Je sens qu'il me reste des enfants à aimer ; je prends ma part dans le bonheur de vos familles devenues la mienne.*

« *Au revoir, mes chers enfants ; votre vieille mère adoptive vous embrasse de tout cœur.* »

Tous quatre revinrent de leur exil néo-calédonien, et Vallès de Londres où il avait trouvé refuge. Dans le *Citoyen de Paris*, du 22 mars 1881, lui, qui avait ouvert à Maroteau « *les portes du journalisme, et peut-être du bague, - peut-être du cimetière* », annonça l'organisation d'une matinée au bénéfice de sa mère qui était veuve : elle se tint le 4 avril au théâtre des Nations ; c'était désormais elle qu'il fallait « *adopter comme une enfant, dans sa misère et son abandon* », cette « *orpheline de la Révolution, cette femme à cheveux blancs* », dont les obsèques au cimetière de Clichy, le 1^{er} août 1885, furent suivies par un millier de survivants de la Commune.



La tombe de Maroteau, Musée Balaguier, La Seyne-sur-Mer

LA GARDE NATIONALE

EN 1870 ET 1871



La Garde nationale de Paris, créée pendant la Révolution de 1789, a joué un rôle considérable pendant la Commune de Paris de 1871.

Début juillet 1789, les États généraux convoqués par le roi Louis XVI à Versailles viennent de se transformer en Assemblée constituante pour mettre fin à la monarchie absolue et construire une société de liberté, d'égalité et de fraternité.

À Paris, les notables bourgeois ont créé la première *Commune de Paris* pour administrer la ville. Ils se sont dotés d'une milice pour se protéger contre les troubles qui accompagnent les débuts de la Révolution. Cette force armée participera le 14 juillet à la prise de la Bastille. Elle sera nommée *Garde nationale* et étendue à toutes les moyennes et grandes villes du pays par le décret du 12 juin 1790.

À l'origine, la Garde nationale est recrutée

parmi les citoyens aisés dits « actifs », ainsi nommés parce qu'ils paient un impôt égal à trois journées de travail. Compte tenu de ce mode de recrutement, la Garde nationale est plutôt de tendance modérée. À partir de 1791, elle est influencée par les clubs révolutionnaires sensibles aux revendications populaires. Elle est à la pointe de l'insurrection qui renverse la monarchie en 1792 et proclame la République.

La première Commune de Paris, jugée par les Thermidiens trop sensibles aux revendications populaires, est supprimée par le décret du 14 fructidor an II (31 août 1794).

Cependant, les gardes nationales, à Paris comme en province, perdureront pendant les régimes qui suivent la Première République : Consulat, Premier et Second Empires, Restauration

de 1815, Monarchie de juillet en 1830, Deuxième République en 1848.

LA GARDE NATIONALE EN 1870 ET 1871

Pendant le Second Empire, la Garde nationale parisienne est peu active. Elle est réduite à 14 000 hommes et 60 bataillons. Après la déclaration de guerre à la Prusse fin juillet 1870, Napoléon III décide de doubler ses effectifs, mais le recrutement est lent parmi la population bourgeoise de la capitale.

Le renforcement s'accélère après les revers militaires et l'encerclement de Paris par les Prussiens. Fin septembre 1870, 250 bataillons sont formés et 300 000 hommes mobilisés. Une solde de trente sous par jour est accordée aux gardes nécessaires, de plus en plus nombreux à cause du chômage consécutif au ralentissement de l'activité industrielle. La Garde nationale devient une milice populaire et républicaine qui s'oppose de plus en plus au Gouvernement (dit) de Défense nationale.

C'est le peuple en armes.

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

La Garde nationale parisienne est composée de vingt légions, une par arrondissement. Chaque légion compte plusieurs bataillons ; leur nombre varie en fonction de la population de l'arrondissement. En

septembre 1870, la Garde nationale parisienne est composée de 234 bataillons. Chaque compagnie compte environ 125 hommes. Les bataillons sont formés de quatre compagnies de marche (ou de guerre) et de quatre compagnies sédentaires. Les compagnies de guerre sont composées de volontaires et des gardes les plus jeunes ayant peu ou pas d'enfants. Les gardes des compagnies sédentaires restent à leur domicile. Un point de ralliement est fixé dans chaque quartier pour les besoins de leur

service. Les gardes nationaux des compagnies de marche et sédentaires sont donc très proches des populations qu'ils représentent. Des bataillons spéciaux sont recrutés dans les administrations et services publics : Poste et télégraphes, Finances, Octroi, Banque de France, Chemins de Fer, etc.

La loi du 2 septembre 1870, confirmée par la circulaire du 6 septembre, organisait l'élection des officiers, sous-officiers et caporaux par les gardes nationaux de leur compagnie. Les officiers des compagnies de guerre élaient leur chef de bataillon.

Ce mode de désignation des cadres aboutit à l'élection de citoyens actifs dans les organisations populaires : clubs, chambres syndicales, sections de l'Internationale.

LE SIÈGE DE PARIS PAR LES PRUSSIENS

Le gouvernement de défense nationale, installé à l'Hôtel de Ville, se méfie de la Garde nationale. Trochu, général bonapar-





tiste, choisi comme gouverneur de Paris et chef du Gouvernement provisoire, les engage dans des sorties mal préparées dont l'objectif réel est de calmer leur ardeur patriotique et révolutionnaire en faisant des saignées dans leurs rangs. C'est le cas des sorties de Champigny, de Montretout et de Buzenval.

Le reste du temps, l'inactivité des gardes nationaux les incite à participer aux réunions

des clubs, des sections de l'Internationale, des comités de vigilance d'arrondissement, fédérés depuis le 5 septembre 1870

dans le Comité central républicain des vingt arrondissements, lequel appelle à la création d'une Commune de Paris.

Le gouvernement capitule devant les Prussiens et signe un armistice le 28 janvier 1871. La Garde nationale hostile à la capitulation va s'organiser pour défendre la République mise en péril par la majorité monarchiste de l'Assemblée élue le 8 février 1871 et qui siège à Bordeaux.

LE COMITÉ CENTRAL

Le 15 février 1871, les délégués de dix-huit légions de la Garde nationale se réunissent au Tivoli-Vauxhall, une salle de réunions républicaines située dans le X^e arrondissement, près de l'actuelle place de la République. Ils déci-

dent de créer un Comité central de la Garde nationale pour coordonner l'action des 20 légions d'arrondissements. Ils chargent une commission provisoire d'en élaborer les statuts. Le 15 mars, 215 bataillons ont adhéré à la Fédération républicaine de la Garde nationale et constitué son Comité central composé de deux délégués par arrondissement élus par le conseil de légion et d'un chef de bataillon par légion délégué par ses collègues.

LE 18 MARS 1871 ET L'ÉLECTION DE LA COMMUNE

Le 18 mars 1871, l'armée, envoyée par Adolphe Thiers, tente de s'emparer des canons de la Garde nationale entreposés à Montmartre et Belleville. La population s'y oppose et fraternise avec les soldats. Thiers s'enfuit à Versailles. Le soir, le Comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville. Le lendemain, il convoque les électeurs parisiens pour élire une assemblée communale. Les élections ont lieu le 26 mars. La Commune est proclamée le 28 sur la place de l'Hôtel de Ville en présence d'une foule enthousiaste. Le Comité central remet ses pouvoirs entre les mains de la Commune. Entre sa prise de pouvoir, le 18 mars, et la proclamation de la Commune le 28, le Comité central de la Garde nationale avait pris des mesures d'urgence : nomination de plusieurs de ses membres à la tête des principaux services publics, levée de l'état de siège, liberté de la presse, libération des prisonniers politiques, suspension de la vente des objets déposés au Mont-de-Piété, rétablissement de la solde des gardes nationaux, moratoire sur les loyers et échéances.

LES COMBATS CONTRE VERSAILLES

Le 2 avril 1871, les versaillais engageaient les hostilités contre la Commune à Courbevoie,

où se trouve aujourd'hui le quartier d'affaires de la Défense, faisant des premières victimes dans les rangs de la Garde nationale et parmi la population civile. À l'issue de cette première journée de combats, des fédérés faits prisonniers sont exécutés. En riposte les généraux Bergeret, Eudes et Duval, qui commandaient la Garde nationale, décidaient, sans en référer à la Commune, une sortie le 3 avril en direction de Versailles par Rueil-Malmaison, Meudon et Chatillon. Insuffisamment préparée, cette tentative échouait. Faits prisonniers, les membres de la Commune Duval et Flourens étaient exécutés sommairement.

Après, une trêve de huit jours, les versaillais commençaient le siège de Paris. Commandés par Mac-Mahon, ils avaient reçu des renforts venus des garnisons de province et des prisonniers des Prussiens libérés par Bismarck. A Neuilly et Asnières, les gardes nationaux repoussaient les assauts des troupes versail-

laises. Au centre du dispositif, les fédérés sous le feu des canons versaillais, résistaient avec détermination. Mais, devenus très inférieurs en nombre, ils étaient contraints d'abandonner les forts d'Issy le 8 mai et de Vanves le 13. Les versaillais étaient maintenant au pied des remparts situés à l'emplacement de l'actuel boulevard périphérique.

Le 21 mai, les versaillais entraient dans Paris par la porte de Saint-Cloud. La semaine sanglante commençait et allait durer jusqu'au 28 mai, huit jours pendant lesquels la Garde nationale allait se battre derrière les barricades avec courage et héroïsme, et payer un lourd tribut à la répression versaillaise.

La bourgeoisie était victorieuse mais elle avait eu très peur du peuple parisien en armes. C'est pourquoi l'assemblée de Versailles prononçait la suppression définitive de la Garde nationale le 25 août 1871.

■ YVES LENOIR

Gardes nationaux fédérés à l'école des Beaux-Arts



RENCONTRE AVEC LES NOUVELLES ET NOUVEAUX ADHÉRENTS

Les nouvelles et les nouveaux adhérents de notre association étaient invités, le samedi 30 janvier, à la Mairie du XIV^e arrondissement, pour une réunion d'accueil. Une cinquantaine d'Amies et d'Amis avaient répondu à l'invitation, dont une quinzaine de nouvelles et de nouveaux adhérents.

Joël Ragonneau, co-président, et Françoise Bazire, secrétaire générale — rejoints plus tard par l'autre co-président Roger Martelli — ont souhaité la bienvenue et présenté le programme de l'après-midi. Ils ont rappelé les actions engagées cette année par les Amies et Amis de la Commune : qu'une station de métro soit dénommée « Commune de Paris, 1871 », et que les communards soient réhabilités par un vote de la représentation nationale.

La réunion était animée par Muriel Vayssade, qui a proposé de commencer par un « tour de salle », où chacun a pu se présenter : pour les nouveaux, dire les raisons de leur engagement et ce qu'ils espèrent trouver ; pour les anciens, dire leur rôle dans l'association.

Un diaporama a ensuite présenté la structure et le fonctionnement de l'association. Puis, les responsables de chacune des commissions sont intervenus à tour de rôle pour détailler le travail de leurs commissions et inciter les adhérents à les rejoindre.

Un échange s'est ensuivi avec la salle, qui a permis notamment de saluer la présence d'un adhérent d'Ornans (Doubs), le village de Courbet, qui sera la destination de notre prochain voyage. La discussion s'est poursuivie autour du buffet, où les participants ont partagé le communard traditionnel.

 MICHEL PUZELAT

GUSTAVE COURBET, ACTEUR DE LA COMMUNE, DEVANT LE PUBLIC DU THÉÂTRE POPULAIRE DE CHÂTELLERAULT

La pièce de Jean Pètremont créée en 2009, *Proudhon modèle Courbet*, a été produite par la troupe du Théâtre populaire de Châtellerault. Elle met en scène l'affrontement idéologique de deux amis, Proudhon et Courbet. Engagement politique, réflexion sur l'art et l'émancipation féminine, sont au menu de ce huis-clos théâtral.

La troupe a souhaité que cette production soit accompagnée de conférences sur Proudhon et sur Courbet, aussi bien en tant que peintre qu'en tant qu'acteur éminent de la Commune de Paris. L'association locale « Mémoire de la Commune », s'est chargée de trouver un ou une militant(e) des Amies et amis de la Commune de Paris pour l'animation d'une conférence sur ce dernier thème, le 5 février.

Eugénie Dubreuil, qui signe de nombreux articles dans le bulletin de l'association, s'est trouvée volontaire. Dans le chaleureux théâtre de la Taupanne, lieu d'exercice de la troupe, face à des gradins bien remplis, elle a retracé rapidement le parcours original de Gustave Courbet depuis ses origines franc-comtoises jusqu'à son arrivée à Paris, où il se distingue par sa volonté d'imposer une nouvelle peinture. À l'avènement de la Commune, il s'implique tout de suite, notamment par son investissement comme responsable des Beaux-Arts, puis comme président de la Fédération des Artistes, et comme maire du VI^e arrondissement de Paris, où il tente de reloger les habitants des quartiers détruits de la périphérie qui fuient les combats. Puis arrivent les moments difficiles de l'artiste au déclin de la Commune, quand la majorité et la minorité s'affrontent au sujet de la mise en place d'un comité de Salut Public. D'abord condamné à six mois de prison, il aura droit à un



Eugénie Dubreuil et Jean-Claude Sardin
devant la toile de fond du spectacle,
inspirée de *l'Atelier* de Courbet

deuxième procès et sera condamné à payer la reconstruction de la colonne Vendôme. Ses biens seront saisis et vendus aux enchères. Il doit s'exiler et meurt en Suisse la veille d'honorer le premier versement à l'État français.

Le public n'a pas manqué d'intervenir sur Courbet comme sur la période de la Commune, tant cette période et le rôle de l'artiste sont encore pleins de mystères, donc d'interrogations.

Merci à Eugénie Dubreuil pour son déplacement en terre poitevine, cette terre qui a su donner en son temps quelques individualités pour servir la Commune.

JEAN-CLAUDE SARDIN

responsable de « Mémoire de la Commune »

Mémoire de la Commune de Paris, 6 chemin du Pré Long, 86100 Châtellerault. TPC, Théâtre de la Taupanne, 2 rue de la Taupanne,

FÊTE DE LA COMMUNE DE PARIS EN TREGOR-ARGOAT PLOULEC'H LES 4 ET 5 JUIN 2016

*Sous la présidence de nos amis Roger Martelli
et Jean Marie Bourgoïn, maire de Ploulec'h*

Depuis des années, un ami de la Commune, Yann Guerin, organise un banquet annuel avec spectacle dans son restaurant « Le Temps des Cerises » à Tonquédec. La toute jeune association des Amies et amis de la Commune de Paris 1871-comité Tregor Argoat a souhaité lui donner cette année une autre forme.

• **A partir du mercredi 1^{er} juin**, exposition : « les arts et la Commune » avec des documents prêtés par des adhérents.

• **Le samedi 4 juin**, dans la tradition de l'esprit de fraternité, un banquet communard et républicain : à 18 h, conteur ; à 19 h 45, apéritif communard ; à 20 h, banquet ; à 21 h 45, début du récital de chansons, de Clément à Ferré et Ferrat.

• **Le dimanche 5 juin**, une journée convivialité, culture, jeux et réflexion.

— 10 h : Table ronde, dans la filiation de la célèbre émission de France Inter : « Là-bas si j'y suis » : Que reste-t-il des idéaux de la Commune ?

— 12 h : Restauration (crêpes, salades, poisson grillé, etc.) avec produits du cru. Repas conté (un conteur anime le repas).

— 14 h : Festival Slam

• en même temps, jeux divers pour adultes et enfants : boules, course à l'œuf, jeux traditionnels en bois...initiation au pastel.

• en même temps, vente de livres et dédicace des auteurs.

• tables des organisations se réclamant de l'héritage communard.

— 16 h, table ronde : les organisations culturelles, syndicales et politiques héritières de la Commune interpellées sur le thème : Que reste-t-il des idéaux de la Commune dans vos programmes et vos pratiques ? avec Roger Martelli.

Vous êtes les bienvenus pour la fête, mais aussi pour donner un coup de main !

Renseignements et réservation :

communetregorargoat@orange.fr

Le Temps des Cerises : 06 85 93 88 66

Bureau : D. Orjol : 06 16 32 72 17

Yves Sabourdy : 06 37 55 31 78

Yann Guérin : 06 85 93 88 66

Informations en tapant sur Facebook :

Amies et amis de la Commune de Paris 1871 Trégor-Argoat

RÉUNION INAUGURALE DU COMITÉ BRUXELLOIS

Nos amis bruxellois ont décidé de lancer officiellement le comité de Bruxelles des Amies et Amis de la Commune de Paris-1871.

Jef Baeck, pour la Mutualité socialiste, et Jean Spinnette, pour Présence et Action Culturelles, ont lancé des invitations vers tous ceux et celles qui s'intéressent à la Commune de Paris.

Samedi 5 mars, une quarantaine de personnes étaient présentes en la salle Sacco & Vanzetti de la Mutualité pour assister à la conférence sur l'histoire de la Commune de Paris-1871. Freddy Thielemans, ancien bourgmestre de Bruxelles s'était déplacé. Des questions sur la Commune ont été posées. Nous avons fait part de nos projets 2016 : année Pottier, réhabilitation des communardes et communards, ainsi que le 150^e anniversaire, que nous souhaitons national et international. Par ailleurs, nous avons parlé de nos voyages sur la trace des communards et de notre souhait d'approfondir l'histoire des communards en Belgique. Jef nous a fait part de sa volonté de participer au 150^e anniversaire, mais également de travailler sur le projet du voyage à Bruxelles, prévu pour octobre 2017.

Puis la discussion très chaleureuse s'est poursuivie autour d'un pot fraternel. Nous avons chanté *Le Temps des cerises* et *Le Drapeau rouge*.

FRANÇOISE BAZIRE



L'ANNÉE VAILLANT CONTINUE EN BERRY

L'année 2015, l'année du centenaire, s'est terminée. Avec un bilan loin d'être négligeable, et ceux qui s'y sont investis souvent avec beaucoup d'enthousiasme et de compétence, notamment dans le pays de Vierzon et à Paris, peuvent légitimement être satisfaits. Est-ce à dire pour autant que c'est fini et qu'on met la clé sous la porte ? Au contraire, la porte étant maintenant largement ouverte, il importe de faire fructifier le vaste espace qui s'offre désormais à nous.

C'est ainsi que le week-end du 30 janvier de la nouvelle année nous vit à Bourges pour présenter notre livre sur Vaillant aux côtés des Amies et Amis de la Commune du Cher et de l'Indre où nous fîmes vaillamment stand commun, cernés de militaires qui organisaient comme d'habitude ce salon du livre d'histoire dans le cadre prestigieux de la Salle du duc Jean de Berry.

Le 7 février, nous avons proposé une conférence dans la ville où la famille Vaillant, notamment le père Michel Vaillant, était domiciliée avant la Commune parallèlement avec la capitale, à savoir Salbris. C'est là que le jeune Vaillant apprit le latin avec un prêtre, et que sa sœur aînée s'est mariée en 1852. Nous avons bénéficié à cette occasion d'un renfort appréciable, puisque la comédienne Taira Borée a interprété, à ma demande et avec talent, plusieurs textes d'Édouard Vaillant.

ENCORE À VENIR...

Voilà donc pour la nouvelle année, au moins pour ce qui relève déjà du passé. Mais nous serons égale-

ment sollicités dans le futur. Voici au moins ce qui est d'ores et déjà prévu.

A Bourges, nous avons le projet d'une exposition dans les locaux de la MGEN assortie d'une conférence sur Édouard Vaillant. Les dates restent à préciser.

Dans le cadre de l'Université populaire du Pays de Vierzon, la date est aussi à préciser pour la seconde partie de ma conférence sur « Le cinéma et la Commune » qui se tiendra, comme la première du 19 novembre 2015, à la médiathèque de Vierzon.

Le dimanche 28 février, nous serons au nord de Salbris, au salon du livre de Lamotte-Beuvron, dans le Loir-et-Cher.

Le mercredi 3 mars, j'enregistrerai à la radio web de Vierzon, à l'Auberge de la jeunesse, une émission d'une heure et demie qui sera diffusée ultérieurement en plusieurs séquences.

Le jeudi 24 mars, nous répondrons à l'invitation d'Alain Pennetier et de son association qui se consacrent à l'histoire locale. Ce sera à Châteauneuf-sur-Cher.

Le dimanche 3 avril, l'association France Grande-Bretagne, en visite à Vierzon, nous a sollicités pour une conférence dans les locaux du musée de Vierzon et nous y serons.

Le mercredi 1^{er} juin, nous interviendrons avec un complément théâtral à la médiathèque de Saint-Florent-sur-Cher.

Le dimanche 12 juin, nous retrouverons Salbris à l'occasion de son salon du livre, avec une soirée audiovisuelle sur Édouard Vaillant.

Au courant de ce même mois de juin, le *Bulletin du Cercle historique du pays de Vierzon* comprendra un long article que j'aurai rédigé. Sur Édouard Vaillant, bien sûr.

Enfin, à la rentrée de septembre, avec JPS Editions, nous présenterons le second volume du livre *Je te parle au sujet d'Édouard Vaillant*. Je rappelle que le tome I s'intitulait « *La tête pensante de la Commune* », et que ce tome II s'intitulera « *Le grand socialiste* ».

On n'a donc pas fini, à Vierzon et dans le Cher, tant s'en faut, de vaillantiser Vaillant. C'est par

exemple en 1966 que le lycée de la ville fut — le premier en France — baptisé Édouard-Vaillant. On s'apprête déjà, après le centenaire de l'année passée, à fêter ce cinquantenaire dans l'année qui commence. Les élèves et leurs professeurs dévoileront par ailleurs les lauréats de leur prix littéraire inspiré par Édouard Vaillant autour du thème de la révolte, à savoir : *Gouverneurs de la rosée* de Jacques Roumain, *La Couleur des sentiments* de Kathryn Stockett, *Non à l'exploitation*, *Louise Michel* de Gérard Dhôtel, *Les Insurrections singulières* de Jeanne Benameur, *Le Banquet des affamés* de Didier Daeninckx, *Le Cri du peuple* de Jacques Tardi et Jean Vautrin, *Les Ailes du Sphinx* d'Andrea Camilleri.

EN GUISE DE BILAN

J'utiliserai en manière de bilan le texte de la plaque qui a été apposée sur la maison d'Édouard Vaillant dans sa ville natale, texte qui enferme en son cœur un portrait de l'enfant chéri du pays ainsi que les deux drapeaux qui le caractérisent, le rouge de la révolution et le tricolore de la République.

Dans cette maison, a vécu

Édouard Vaillant

né à Vierzon-Ville le 29 janvier 1840

Homme politique et parlementaire français

Ingénieur des Arts et Manufactures

Docteur ès sciences et docteur en médecine

Délégué à l'Instruction publique

de la Commune de Paris en 1871

Ardent militant du progrès social et humain

Artisan avec Jules Guesde et Jean Jaurès

de l'unité politique et syndicale du mouvement ouvrier

décédé le 18 décembre 1915

inhumé au cimetière de Vierzon-Ville

NOTE À L'INTENTION DES AUTEURS

Pour faciliter le travail de relecture et de mise en page du bulletin, nous demandons aux auteurs d'articles de bien vouloir adopter les normes suivantes :

Concernant la longueur des articles :

- Rubrique *Histoire* : 8000 signes ;
- Rubrique *Notre association* : 3500 signes sans illustration ; 2500 signes avec illustration ;
- Rubrique *Actualité* : 3500 signes sans illustration ; 2500 signes avec illustration ;
- Rubrique *Culture* : 5000 signes sans illustration ; 3500 signes avec illustration ;
- *Notes de lecture* : en moyenne 1500 signes (au maximum 2500 signes) ;

Le nombre de signes, c'est le nombre de caractères, espaces compris.

Prévoir des intertitres pour les articles longs ;

Penser à fournir une ou plusieurs photos avec chaque article ;

Légender les photos avec, si possible, leurs sources (auteur, provenance, etc.) ;

Pas de mise en forme (ni caractères gras, ni majuscules, ni soulignements, ni retraits, ni encadrés) ;

Pour les notes, ne pas utiliser l'éditeur automatique de Word : indiquer les numéros de renvoi des notes à la fin de l'article avec le texte les accompagnant.

Et quelques règles d'usage :

- Les sigles doivent être en majuscules, sans points entre les lettres.
- Les fonctions ne prennent pas de majuscules. Exemple : ministre, président, capitaine, garde.
- Le comité de rédaction a pour usage d'écrire communarde ou communard sans majuscule.
- -ième s'écrit avec un petit °, sans accent et si possible en exposant. Exemple : XX^e arrondissement, 108^e bataillon.

UNE CONFÉRENCE SUR ÉDOUARD VAILLANT À LA MAIRIE DU XX^E

C'est grâce à l'invitation de la Société d'Histoire et d'Archéologie du XX^e arrondissement, que nous tenons à remercier, que notre ami Georges Beisson a pu présenter sa conférence sur Édouard Vaillant, socialiste et communal, scientifique, élu du XX^e, et qui a donné son nom au square voisin de la mairie.

Georges Beisson souligne que le rôle d'Édouard Vaillant a été aussi important que celui de Jaurès, mais est aujourd'hui moins connu. Militant de l'Internationale, il a participé activement à la Commune de Paris. Exilé à

Londres, à son retour d'exil en 1881, il reprend la vie politique. Le 11 mai 1884, il est élu conseiller municipal à Vierzon et à Paris, dans le XX^e. Il choisit Paris et dès la première séance, il demande l'amnistie des condamnés politiques. En 1893, il est élu député.

Son héritage est considérable. On peut le considérer comme le réformateur de l'enseignement primaire laïc. Il milite aussi pour la suppression du travail de nuit. On lui doit encore les bourses du travail, la CGT, le concept d'assurances sociales, la naissance d'un parti socialiste unifié, etc. Il a consacré sa vie à essayer d'améliorer les conditions d'existence des plus démunis et à lutter contre les abus des privilégiés. C'est pour cela que les Amies et amis de la Commune commémorent le centenaire de sa mort. **ANNETTE HUET**

MAIRIE DU XIII^E, CONFÉRENCE : LES FEMMES DE LA COMMUNE, CES OUBLIÉES DE L'HISTOIRE

A l'initiative de la Société d'Histoire et d'Archéologie du XIII^e arrondissement, Claudine Rey a présenté l'histoire des femmes à la fin de l'Empire, pendant le siège par les Prussiens et pendant la Commune. Maud Sirois-Belle, la présidente de SHA, souhaitant redonner aux femmes leur place dans l'histoire du XIII^e, avait déjà organisé deux conférences à la mairie du XIII^e abordant la question des femmes dans l'Histoire. Une première fois, un article et une conférence sur les « filles du Roy » envoyées par Louis XIV dans la « Nouvelle France » pour peupler cette nouvelle colonie, et qui portaient de la Salpêtrière ! La deuxième conférence portait sur les femmes dans la production d'obus aux usines Delahaye, rue du Banquier, en 14-18.



Madame Sirois-Belle et Claudine Rey

La conférence de Claudine Rey s'est tenue le 10 mars 2016 à la mairie du XIII^e et fut suivie par une centaine de personnes. Mme Sirois-Belle avait au préalable présenté le travail de notre association sur l'actualité de la Commune, et plus particulièrement pour ce qui concerne les femmes. Rappelant que la devise



de l'association s'applique avec bonheur à ces communardes : « *Le cadavre est à terre, mais l'idée est debout.* » Ces femmes, comme Louise Michel, Victoire Tinayre, Nathalie Le Mel, sont les « penseuses » d'un monde meilleur. Parmi les auditeurs était présente Mme Annie Metz, conservatrice de la bibliothèque Marguerite Durand, qui a rappelé tout l'intérêt de son fonds d'archives. Les bons contacts avec l'École Estienne

portent leurs fruits, car Patrick Duchemin, professeur d'arts appliqués dans cette école, était présent ainsi que trois élèves. Il m'a confirmé l'intérêt d'entretenir les liens avec notre association depuis la conférence sur Blanqui. Les habitants du quartier présents m'ont exprimé l'intérêt pour la conférence faite par Claudine, et notamment tous les points illustrant l'actualité de la Commune.

MARC FORESTIER

CONFÉRENCE POUR LES RETRAITÉS D'IVRY-SUR-SEINE

Ce 4 mars, l'Association des Retraités d'Ivry pour les Loisirs et la Solidarité (ARILS) accueille Claudine Rey, présidente honoraire des Ami(e)s de la Commune dans son local. Une bonne quarantaine d'adhérents et adhérentes attend des informations sur ce que fut la Commune.

Claudine détaille avec beaucoup de précision les raisons profondes de cet événement historique souvent passé sous silence. Elle décrit la misère qui régnait avant la guerre de 1870

dans les foyers ouvriers et insiste particulièrement sur la triste vie des femmes.

Les femmes, justement, Claudine Rey nous en parle avec passion et nous fait découvrir un grand nombre de communardes bien au-delà de Louise Michel, que toute l'assistance connaissait. Par exemple Nathalie Le Mel, relieuse syndicaliste aux côtés d'Eugène Varlin qui, après une grève des ouvriers relieurs, parvient en 1865 à négocier l'égalité des salaires hommes-femmes. On en rêve encore aujourd'hui ! Nathalie dirige

une coopérative de consommation et un restaurant ouvrier. Elle est, avec Elisabeth Dmitrieff, responsable de l'Union des Femmes et, à ce titre, fait partie de la commission d'enquête et d'organisation du travail dirigée par Léo Fränkel. Déportée en Nouvelle-Calédonie avec Louise Michel, malade, elle revient en France en 1879. En 1915, elle entre à l'Hospice d'Ivry, où elle décède en 1921. La trace de sa sépulture a été retrouvée au cimetière d'Ivry.

Ivry, commune limitrophe de Paris. Claudine s'est en effet attachée à nous rappeler que de façon même minime, notre territoire ne fut pas

sans relation avec la Commune, ne serait-ce que par la présence du fort d'Ivry, qui protégeait le sud de Paris contre les versaillais.

Un grand merci à l'Association des Ami(e)s de la Commune pour cette conférence qui nous a montré que cet événement historique, souvent ignoré, voire dénigré, a une importance et une actualité considérables, sur le droit des femmes, l'instruction, la démocratie, la laïcité...

Une table de documents a reçu un bon accueil et les adhérents de l'ARILS pourront ainsi se replonger dans cette histoire magnifique.

 **DANIÈLE DUPLESSIS**

NOS AMIS DIEPPOIS ONT PLEIN DE PROJETS

Les ami(e)s du comité de Dieppe tenaient leur Assemblée générale le samedi 12 mars. Quinze d'entre eux ont pu participer à la réunion et six s'étaient excusés. Après avoir souligné sa fierté d'appartenir à l'association, Nelly Bault a présenté le rapport d'activité 2015.

Deux temps forts ont marqué 2015. D'abord, le 5 avril, la représentation de *Je m'appelle Nathalie*, un texte de notre amie Marie-Claude Laurore, qui devient Nathalie Le Mel nous racontant sa Commune, suivi d'un débat sur les droits des travailleurs sous la Commune et aujourd'hui, animé par Marc Lagana, co-responsable de la commission Culture, et Philippe Stalin, ancien secrétaire de l'union locale CGT. Ensuite, la publication de la brochure *Les Dieppois au temps de la Commune de Paris 1871*. Grâce à Gérard, Guilaine et leur fils, les textes de l'exposition réalisée par Guy Decamps, et enrichis par de nouveaux documents, sont maintenant à la portée d'un plus grand nombre. Sa diffusion rencontre un certain succès. Le libraire de la

maison de la presse qui en a vendu précise que certains acheteurs reviennent l'acheter afin de l'offrir.

Il y a eu la tenue d'une table à la fête annuelle du PCF, qui a été l'occasion de faire de nouvelles rencontres et, en novembre, l'hommage à Louise Michel devant la plaque apposée sur le mur de la Tour aux crabes, suivi du banquet annuel toujours joyeux et international, avec la présence de musiciens amoureux de la musique cajun !

Nelly parle des projets pour 2016. Contacter des médiathèques, des maisons de la presse pour organiser des débats autour de la brochure, aller à la rencontre des documentalistes des établissements scolaires de Dieppe (une animation est prévue dans une librairie de Dieppe). Organiser un parcours dans Dieppe à l'occasion de la Fête de la musique avec, au programme, les chansons de Pottier. Relancer la mairie pour débaptiser la rue Thiers, la plaque qui avait été apposée et expliquait qui était ce sinistre personnage, ne pouvant être suffisante.

L'événement principal sera la venue de Sandrine Allier-Guepin, qui avait contacté le comité de Dieppe à propos de Bruno Braquehais* et vient de réaliser une bande dessinée, *L'œil sourd de la Commune*, illustrant la vie de ce photographe. Elle sera invitée à Dieppe au festival de bandes dessinées avec Lucie Mazel, l'illustratrice de l'une des trois bandes dessinées de la série *Communardes* les 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre 2016.

Nous avons terminé par un petit pot de l'amitié.

L'énergie et l'envie de réaliser avec succès tous les projets évoqués étaient bien dans l'atmosphère. Rendez-vous a été pris pour réactiver la chorale, afin de préparer les diverses initiatives annoncées. Le bilan de la prochaine assemblée générale promet d'être riche ! ➔ FB

*Bruno Braquehais (1823-1875), originaire de Dieppe, est un photographe sourd-muet qui a photographié les combats de la Commune.



LES AMIES ET AMIS BERRICHONS PROPOSENT

Notre comité a souvent des contacts avec des éditeurs, au cours des salons du livre. Dans notre région, nous avons pu récupérer des livres qui sont en voie d'épuisement. Nous vous les proposons à prix d'amies et d'amis.

Eugène Pottier : naissance de l'Internationale de Pierre Brochon, Christian Pirot éd. 20 €+ frais de port (au lieu de 23)

Autour de la Muse rouge : groupe de poètes et chansonniers révolutionnaires, 1901-1939 de Robert Brécy, Christian Pirot éditeur. 45 €+ frais de port (au lieu de 49)

Le procès d'un grand rêve d'Evelyne Loeve, éd. de Champtin. Version théâtralisée du procès de républicains tenu à Bourges au printemps 1849, avec Blanqui, Barbès, Raspail... Parmi les témoins : Ledru-Rollin, Blanc, Lamartine, Arago, Vidocq... 8 €+ frais de port (au lieu de 12)

La Bouinotte, revue régionaliste du Berry. Dans ce numéro, 5 pages illustrées sur Édouard Vaillant. Chronique élaborée par une équipe des Amies et Amis Berrichons, 6 €+ frais de port.

Sans oublier **Je te parle au sujet d'Édouard Vaillant**, de Jean-Marie Favière (voir bulletin n°65), édition JPS. 18,80 € (+ frais de port). Possibilité de dédicace par l'auteur.

D'autres propositions : Nous pouvons faire des conférences sur Édouard Vaillant ou une lecture théâtralisée des *Contes kanak* de Louise Michel. Seuls, les frais de déplacement sont demandés.

➔ MICHEL PINGLAUT

Contact: Michel Pinglaut, 15 av. Louis Billant, 18800 Villabon
mobile : 06 48 86 88 33 ; courriel : nicmic.villab@wanadoo.fr

SUR LES TRACES DES COMMUNARDS DANS LE XIII^E ARRONDISSEMENT

Le 18 mars 2016, le XIII^e arrondissement est le lieu de célébration du début de la Commune de Paris. Partant de la station de métro Tolbiac, puis passant par la Place de la Commune, et le local des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, le parcours se termine devant la Mairie du XIII^e. Lors de ce parcours, il y a six interventions.

Au métro Tolbiac, Roger Martelli souligne l'importance de l'appel, signé par de nom-

breuses personnalités, pour qu'une station de métro parisien porte le nom de « Commune de Paris ». Aussi ce combat continue-t-il.

Sur l'avenue d'Italie, Marc Forestier raconte l'activité de l'Association Internationale de Travailleurs (AIT) dans le XIII^e arrondissement. Dans l'AIT, nous retrouvons de nombreux blanquistes qui s'engageront dans la Commune. Les internationalistes (Émile Duval et Léo Fränkel, mais aussi Victoire Tinayre et Octavie Tardif), organisés dans le Club républicain



Avenue d'Italie, Marc Forestier rappelle l'engagement des militants de l'AIT du XIII^e



démocratique et socialiste du XIII^e, avaient adhéré en bloc à l'AIT dès le 25 novembre 1870, et défendaient une République démocratique et sociale dont nous retrouvons l'embryon dans la Commune.

Place à la poésie à l'angle de la rue du Moulinet et de la rue du Moulin-des- Prés, non loin du square Verlaine. Jean-Louis Robert intervient pour nous dire que « *Verlaine ne fut pas seulement un poète méconnu de la révolte ; il fut aussi un vrai communard* ». Dans ses souvenirs, rédigés vingt ans après la Commune, Verlaine nous dit : « *La Commune de 71, qui a bien valu celle de 93, plus pure, plus faible, donc plus admirable (voir le vrai sens du mot qui serait épatante) n'est peut-être pas si morte que ça.* »

Place de la Commune, c'est l'occasion pour Françoise Bazire d'évoquer le grand rôle de Walery Wroblewski dans la défense de la Commune. Le 12 août 1908, Édouard Vaillant écrit dans *L'Humanité* : « *C'est pendant l'exil à*

Londres que j'ai pu le voir, le connaître et apprécier toute sa valeur. Et combien alors, j'ai regretté que sa modestie, le retenant toujours éloigné de l'Hôtel de Ville, on n'y ait pu reconnaître à temps que c'était à lui qu'aurait dû être confiée la direction militaire générale de défense ».

Puis, naturellement, boulevard Blanqui, place à « l'Enfermé ». C'est devant le lieu où il mourut en janvier 1881 (au numéro 25), que Marc Forestier évoque l'influence révolutionnaire de Blanqui dans la Commune et au-delà. Il souligne que le XIII^e est véritablement une « *terre blanquiste* » et termine par un poème d'Eugène Pottier qui témoigne : « *Ce combattant, passant de la geôle au cercueil, du fond de son silence, il dit : Ni Dieu, ni maître* ».

Pour terminer notre parcours nous faisons « place aux élus » devant la Mairie du XIII^e où Jean-Pierre Theurier nous parle des trois ouvriers et de l'employé élus de l'arrondissement à la Commune : Léo Meilliet, Jean-Baptiste Chardon, Léo Fränkel, et Emile Duval. Il souligne l'action, notamment militaire, et



l'influence, dans l'œuvre sociale de la Commune par exemple, de ces communards particulièrement militants.

Par ailleurs, Jean-Pierre Theurier rappelle que l'assassinat d'Émile Duval au Petit-Clamart, le 4 avril, sur ordre du Général Vinoy, avait soulevé l'indignation des communards. En apposant aujourd'hui une plaque « Place Emile Duval » nous reprenons ainsi la décision de la Commune, qui, sur proposition de Léo Fränkel, décrète le 17 avril 1871, que « la place d'Italie, située dans le XIII^e arrondissement, s'appellera dorénavant place Duval ».

Finalement, intervient avant la pose de cette plaque le maire du XIII^e, Jérôme Coumet. Il rappelle les actions de la mairie en faveur de la



Devant la plaque, avec Jérôme Coumet, le maire du XIII^e (3e en partant de la gauche)

mémoire de la Commune, en particulier l'inauguration de la rue Léo Fränkel l'année dernière. Le maire souligne aussi l'action de notre association, notamment en faveur d'une station de métro parisien « Commune de Paris 1871 » qu'il appuie.

Vive la place Duval ! Vive la Commune !

MARC LAGANA



LA SECONDE FUGUE D'ARTHUR RIMBAUD

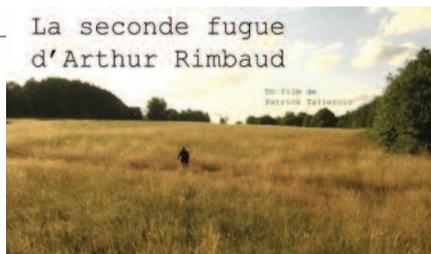
Comme je ne crois plus au Père Noël, le bonhomme Janvier, païen et populaire, de mon enfance a délégué mes proches belges pour m'offrir un DVD : *La seconde fugue d'Arthur Rimbaud*, un film de Patrick Taliерcio, (95 mn, 2015). Il est accompagné d'un livret de 12 pages couleurs.

Plusieurs des sonnets les plus célèbres de Rimbaud (1854-1891) ont probablement été écrits au cours de la seconde fugue rimbaldienne, de Charleville-Mézières jusqu'à Charleroi, en octobre 1870. Il avait 16 ans. Le réalisateur a suivi le parcours de « l'homme aux semelles de vent », pour confronter le contenu des poèmes aux traces restantes et à la réalité contemporaine : paysages et habitants. Rimbaud est-il toujours présent ?

Rêvé pour l'hiver, écrit en wagon, le 7 octobre 1870, *Au Cabaret-Vert*, *La Maline*, *L'Éclatante victoire de Sarrebruck*, font directement référence au voyage en train, à une auberge de Charleroi, à une illustration en vitrine... Sont évoqués aussi *Le Forgeron*, *Le Buffet* et le célèbre *Dormeur du val*.

Le réalisateur, en caméra-vérité, filme les réalités d'une vallée de la Meuse industrielle, en chute libre économique, depuis la création d'une manufacture d'armes à Charleville en 1688, jusqu'à la liquidation de Cellatex à Givet, le démantèlement des ateliers Thomé-Genot qui fabriquent des alternateurs d'automobiles à Nouzonville, de la boulonnerie Lenoir et Mernier à Bogny-sur-Meuse, la fermeture du site Sopal à Givet et la délocalisation de Revin en Pologne, ceci pour les quinze premières années du XXI^e siècle. Alors, Rimbaud dans tout cela ?

Le livre-DVD, nous donne aussi accès au site en ligne lasecondedefugue.be, pour des conversations filmées à Charleville, un entretien avec Steve Murphy sur les poèmes de Rimbaud de 1870, la rencontre avec l'association « Les Amis d'Arthur Rimbaud »,



une interprétation du poème *L'Homme juste*, un entretien sur les « portraits ovales » de Carjat, l'évocation du déboulonnage de la Colonne Vendôme, la France de Vichy célébrant Napoléon III en 2008, la mise en images d'un poème de Victor Hugo, les exploits sédanais de la cavalerie pendant la défaite française de 1870, des conversations en train, des occupations d'usines, des prières dans les rues de Paris autour de la visite du pape Benoît XVI à Paris...

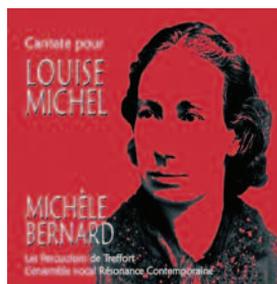
Mais surtout, la découverte d'un écrit inédit de Rimbaud : *Le rêve de Bismarck*. À voir absolument sur le site. **HP**

CANTATE POUR LOUISE MICHEL

Conception et composition musicale de Michèle Bernard qui est accompagnée d'un chœur de six femmes et des Percussions de Treffort.

Sont mis en musique plusieurs poèmes de Louise Michel, mais aussi des poèmes de Rimbaud, Hugo, Jules Jouy ou Pottier, une berceuse canaque... qui font revivre la vie et les combats de cette femme exceptionnelle. Sa jeunesse, sa vie à Paris, la Commune, sa déportation, sa mort, tout est évoqué jusqu'au *Temps des cerises* qui termine ce CD émouvant et très réussi. **MARIE-CLAUDE WILLARD**

1 CD, EPM



MYSTÉRIEUX HIPPOLYTE MOULIN

Son nom apparaît souvent dans des listes d'artistes ayant participé à la Commune de Paris. Il fait

partie du fameux trio organisateur de la grande assemblée générale réunie à l'amphithéâtre de l'École de Médecine en avril 1871. Il cosigne avec Gustave Courbet, peintre, et Eugène Pottier, dessinateur industriel, l'appel aux artistes paru dans le journal officiel de la Commune le 6 avril pour préparer la réunion. Si Courbet est dans toutes les histoires de l'art, Hippolyte Moulin, sculpteur, est resté inconnu probablement en raison de ses positions esthétiques classiques. On peut cependant voir deux de ses œuvres au musée d'Orsay dont un grand marbre intitulé *Un secret d'en haut* exposé dans l'allée centrale réservée aux sculptures monumentales.

Hippolyte Moulin, né en 1832, a été l'élève de Barye, le célèbre sculpteur spécialiste des animaux, et de Ottin, passionné de théories sociales et qui sera lui aussi communard. Le jeune sculpteur vit d'abord de leçons d'anglais et d'allemand données à l'institut Favier avant de pouvoir signer des œuvres comme *Le chasseur et la fourmi* ou *Trouvaille à Pompéi* qu'il expose au Salon. Il y obtient d'ailleurs des médailles à quatre reprises en vingt ans de fréquentation assidue.

UNE RÉPUBLIQUE DE GLACE

C'est donc un artiste reconnu, qui fait partie de la Garde nationale, lorsque la république est proclamée en septembre 1870 après le désastre de Sedan. Pendant l'hiver et les longs jours de guet, il sculpte un buste de la République dans la glace. Il en reste

une eau-forte de Félix Bracquemond, où l'on voit l'œuvre éphémère posée sur un haut socle de pierres ramassées aux alentours et dominant un fort enneigé. Le style réaliste de la figure, qui aurait pu rester allégorique, exprime la fierté des femmes du peuple engagées dans le combat républicain.

Habitant, comme Courbet, le 6^e arrondissement, il est désigné en mai, avec Feyen-Perrin et Meyer pour veiller sur le musée de Cluny. Le Maitron précise qu'il « *assura également avec Deblézer et Meyer la sauvegarde des céramiques et objets d'art de la manufacture de Sèvres* ». Comme beaucoup, il se terre pendant la semaine sanglante. C'est à ce moment-là qu'Hippolyte Dubois peint un portrait de lui, fait rarissime qui montre le désir de laisser une dernière trace dans l'éventualité de leur disparition. Il est dédié « *À mon ami Moulin, 21-23 mai 1871* »

Un Secret d'en haut, 1875, marbre





Félix Bracquemond, *Le buste de la République*
par Moulin, 1870, New York Public Library

LE DIEU DU COMMERCE

Après la chute de la Commune, Charles Blanc, membre de l'Institut, est nommé directeur des Beaux-Arts. Pendant sa fonction, jusqu'en décembre 1873, il acquiert ou subventionne les œuvres de onze peintres et sculpteurs de la Fédération des artistes dont Hippolyte Moulin. Dans un rapport au ministre de l'Instruction publique de Versailles, le 26 mai, il avait déjà précisé : « *Le musée céramique de Sèvres et les plus beaux produits de cette manufacture... ont échappé à la destruction par les soins de M. Haquette, agent-comptable de la manufacture, auquel ont prêté assistance M.M. Otin et Moulin, statuaires* ». C'est probablement ce qui a sauvé Hippolyte Moulin de poursuites du genre de celles qu'a dû subir Courbet. Sa sculpture en marbre de Carrare, *Un secret d'en*

haut de 1875, médaillée en 1878, acquise par l'État, a été placée dans le parc du château de Chantilly avant d'être mise à l'abri dans les musées. Elle nous renseigne sur les goûts de l'époque, et selon le *Moniteur Universel* du 29 mai 1875, elle « unit la grâce antique à l'esprit français ». On y voit le jeune Mercure, messager de Jupiter et dieu du commerce, reconnaissable à ses petites ailes, aux sandales et au diadème, chuchoter des confidences aux oreilles d'un satyre qui éclate de rire. Il serait utile de décrypter les significations comprises du public, par exemple, les ailes font partie de l'habillement du dieu et non directement de son corps visiblement étudié d'après le modèle vivant.

On peut aussi voir d'Hippolyte Moulin le buste de Leconte de Lisle au cimetière du Montparnasse (div. 17), et un buste en bronze d'Henri Monnier au théâtre de l'Odéon. Un buste de son maître Barye était visible au Père-Lachaise, mais il a été volé. Une sculpture de lui serait aussi à Collo près de Constantine en Algérie.

Ces commandes officielles et les contradictions afférentes l'amènèrent peut-être à la folie, et il mourut à l'asile de Charenton dans la fleur de l'âge à 52 ans.

■ EUGÉNIE DUBREUIL

Une Trouvaille à Pompéi, 1863,
bronze, Musée d'Orsay



Planche extraite de l'album *Les Éléphants rouges*

COMMUNARDES ! DEUX BD SUR LA COMMUNE

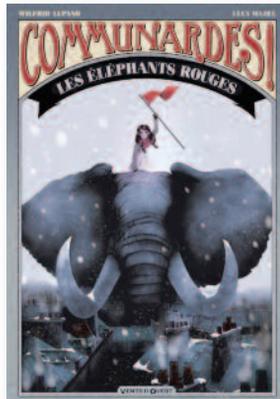
Tome 1 - Les éléphants rouges

Durant l'hiver qui précéda la Commune, Paris assiégé par les Prussiens et coupé de toutes sources de ravitaillement, a connu, parmi d'autres maux, une terrible famine. Une gamine de Paris, Victorine, 11 ans, nous fait vivre le quotidien du peuple de Paris.

Boullonnement social dû au chômage, à la précarité des logements, au froid, à la faim qui provoquent l'agitation du peuple de Paris, sa prise de conscience, son adhésion aux clubs, ses premières velléités d'autogestion des ateliers désertés par leurs propriétaires (coopératives ouvrières).

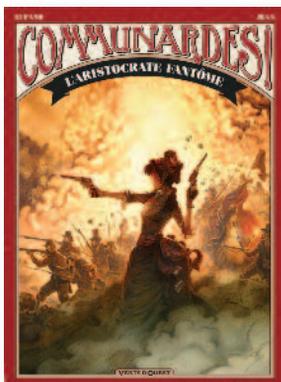
L'appel à la Commune est sous-jacent. Victorine, petite "poulbot" libre (car les écoles sont fermées) se montre aussi patriote... Elle rêve de libérer Paris et pour parvenir à ses fins, utilise, avec sa bande de gamins, d'autres captifs : Castor et Pollux, ses amis, éléphants du zoo.

Le scénario est original et fait preuve d'un onirisme qui nous émerveille. Par ailleurs les personnages féminins ont une consistance certaine, les rares hommes présents sont insignifiants ; il faut aussi noter au niveau du graphisme de nombreux arrêts sur image, sans légende, sans bulle qui laissent le lecteur libre d'imaginer. Très bel album ; textes et dessins splendides.



Tome 2 - L'aristocrate fantôme

Il s'agit d'Élisabeth Dmitrieff-Tomanovsky, jeune femme russe de 20 ans, aristocrate, parlant français, cultivée, sans problème d'argent et de plus, très belle... Paradoxe, cette jeune femme est communarde convaincue et correspondante à Paris de Karl Marx (alors à Londres). Elle devient rapidement Présidente de l'Union des femmes pour la



défense de Paris et adopte des positions féministes radicales en revendiquant : la lutte aux remparts avec les hommes, la gestion des ateliers abandonnés, le droit de vote... et d'une façon générale, une égalité homme/femme.

La fiction bien souvent rejoint la réalité. Élisabeth, outrée de l'attitude de la Banque de France envers la Commune, décide un groupe de femmes à s'armer pour attaquer la Banque... Fiction, bien sûr, mais rappelons que la Commune a dû mendier à 39 reprises pour obtenir 9 millions de francs, alors que Thiers empruntait sans problème 313 millions !

La BD rappelle que Louise Michel déclara au sujet de la Banque de France : « Notre grave erreur fut de n'avoir pas planté un pieu au cœur du vampire : la Finance ».

L'ouvrage continue à mêler réalité et fiction tout en respectant l'esprit de la Commune. Il laisse également de grandes pauses-images (plusieurs fois, plusieurs pages) pour donner libre cours à notre imagination.

Fränkel fut-il sauvé par Dmitrieff ?

Qu'importe ! Notre héroïne finira ses jours en Sibérie, ayant échappé à la Semaine sanglante et ayant suivi un mari ... qui n'en valait pas la peine. Amateurs de BD, à découvrir absolument !

➔ **CLAUDE CHRÉTIEN**

Wilfrid Lupano (scénario) et Lucy Mazel (dessin), *Communardes ! 1. Les éléphants rouges*.

Wilfrid Lupano (scénario) et Anthony Jean (dessin), *Communardes ! 2. L'aristocrate fantôme*, Éditions Vents d'Ouest, 2015

ÉDOUARD VAILLANT. LE SOCIALISME RÉPUBLICAIN

Dans la lignée de ses beaux travaux sur Jaurès, Gilles Candar prépare un gros livre sur Vaillant. En attendant, il nous livre une courte et dense synthèse, publiée par la Fondation Jean-Jaurès. On y lira, écrit d'une plume élégante, l'essentiel d'un parcours politique original. Issu d'une famille berrichonne aisée, le jeune Vaillant devient un étudiant révolutionnaire avide d'action, ce qui le rapproche bientôt de Blanqui et de ses amis. Communard actif, condamné à mort par contumace, exilé, Vaillant devient franchement socialiste. Bon connaisseur de l'Internationale — il maîtrise parfaitement l'allemand — il affirme

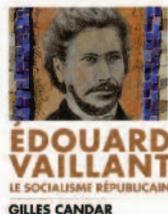
son indépendance, se rapproche de Guesde par souci de rigueur révolutionnaire, puis de Jaurès par sens du pragmatisme et par passion de l'unité.

Éclipsé quelque peu par les deux figures antagoniques du socialisme, il n'en est pas moins un dirigeant de premier plan. Cet intellectuel subtil n'a pas laissé de « grand œuvre », mais il n'a pas manqué de réflexions qui en font une figure singulière du socialisme français de son temps. Partisan de « l'action totale », ce révolutionnaire déterminé ne recule pas devant la réforme, dans un esprit voisin de « l'évolution révolutionnaire » chère à Jaurès. Révolutionnaire et « étapist »...

Ces quelques pages nous permettent de patienter, en attendant la synthèse plus développée. Elles valent dès maintenant le détour.

➔ **RM**

Gilles Candar, *Édouard Vaillant. Le socialisme républicain*, Fondation Jean-Jaurès, 2015

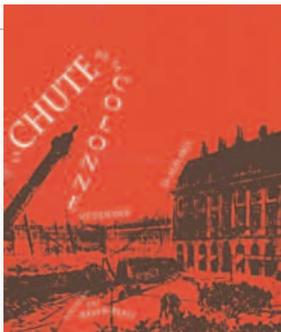


LA CHUTE DE LA COLONNE VENDÔME. 16 MAI 1871

Il s'agit de la réédition d'un petit livre paru initialement en 1998. Le cœur de l'ouvrage est constitué d'un récit de la démolition de la colonne Vendôme, paru dans le journal *Le Mot d'ordre* ⁽¹⁾ du 17 mai 1871. On y relate, de manière assez neutre, les préparatifs de la démolition, les tentatives jusqu'à la chute finale, les réactions de la foule assemblée. Le récit est accompagné de gravures et de photos, prises avant, pendant et après la démolition, qui forment une sorte de film de l'événement. Ce texte est encadré de deux articles du *Père Duchêne* ⁽²⁾. L'un, du 29 germinal an 79 (12 avril 1871), salue le décret patriotique de la Commune : « *La colonne de la place Vendôme sera démolie* », car « *ce sont des souvenirs de l'ancienne jean-foutrierie qui s'appelaient l'esprit de conquête, le militarisme, la gloire* ». Le second, daté du 29 floréal (19 mai), évoque la « *grande procession des patriotes* » qui célèbrent la chute du « *jean-foutre Bonaparte numéro 1* » et demande à la Commune de ne pas s'en tenir « *au grand mirilton de bronze* » et de « *foutre le corps de Badinguet premier dans un lit de chaux vive* ». ■ **MP**

La chute de la colonne Vendôme. 16 mai 1871, éditions du Ravin bleu, 2015

(1) Quotidien dirigé par Henri Rochefort.



qui a paru du 3 février au 20 mai 1871. (2) Journal qui emprunte son titre au *Père Duchesne* publié sous la Révolution française. Il reparait sous la Commune, du 6 mars au 22 mai 1871, avec les plumes d'Eugène Vermersch, Maxime Vuillaume et Alphonse Humbert.

HOMMAGE À UN COMMUNARD MÉCONNU

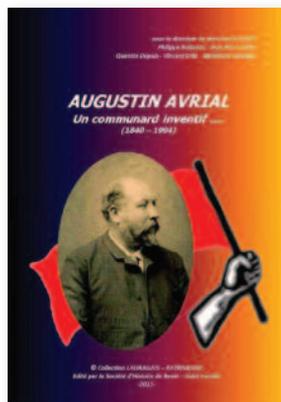
Augustin Avrial méritait amplement de sortir de l'oubli. C'est désormais chose faite grâce à la biographie très complète que lui consacre Jean-Paul Calvet.

Edmond Lepelletier le décrit comme un « *bon gros garçon très doux, très rond, à la face réjouie et sympathique, pourvu d'une grande force musculaire* ». Lors de la sortie de Meudon, le 3 avril 1871, « *Avrial se montra brave et plein d'initiative* », ajoute l'avocat. « *L'homme-canon de la Commune* » (Da Costa) fut aussi « *inventeur par tempérament* » (Chincholle). Augustin fut un touche-à-tout, successivement ou en même temps, ouvrier mécanicien, membre de l'AIT, commandant

du 66^e bataillon de la Garde nationale, élu du XI^e arrondissement (quartier Popincourt) à la Commune, où il siège à la commission du Travail et de l'Échange (décrets sur le Mont-de-Piété et sur la transformation des ateliers abandonnés en coopératives), puis à la commission de la Guerre, et enfin, inventeur d'une machine à coudre, d'un tricycle et d'un « *motocycle à pétrole* ». Malgré ses multiples talents, ce personnage reste méconnu. « *C'était un homme de terrain, pas un théoricien. Il a peu écrit, ce qui explique certainement cet oubli* », estime son biographe, Jean-Paul Calvet. « *Peut-on espérer, dans un proche avenir, une rue Augustin Avrial à Paris ou à Revel (sa ville natale) ?* », propose-t-il. Une idée à retenir.

■ **JOHN SUTTON**

Jean-Paul Calvet, *Augustin Avrial, un communard inventif (1840-1904)*, édité par la Société d'histoire de Revel, Saint-Ferréol, 2015.





DANS CE NUMÉRO

- Éditorial · 02
Montée au Mur des Fédérés 2016 · 03

Histoire

- Édouard Vaillant, élu socialiste du XX^e (II) · 04
La brève existence de Gustave Maroteau · 07
La Garde nationale en 1870 et 1871 · 10

Notre association

- Nouvelles et nouveaux adhérents · 14
Courbet au Théâtre de Châtellerauld · 14
Fête de la Commune en Tregor-Argoat · 15
Réunion inaugurale du comité bruxellois · 16
L'année Vaillant continue en Berry · 17
Conférence sur Vaillant à la mairie du XX^e · 19
Les femmes de la Commune à la mairie du XIII^e · 19
Conférence pour les retraités d'Ivry-sur-Seine · 20
Nos amis dieppois ont plein de projets · 21
Les Amies et Amis berrichons proposent · 22
Le 18 mars dans le XIII^e · 23

Culture

- La seconde fugue de Rimbaud · 26
Cantate pour Louise Michel · 26
Mystérieux Hippolyte Moulin · 27

Lectures

- Communardes ! Deux bandes dessinées* · 29
Édouard Vaillant, le socialisme républicain · 30
La chute de la colonne Vendôme, 16 mai 1871 · 31
Hommage à un communard méconnu · 31

Directeur de la publication : Claude Willard

Ont participé à ce numéro : Jean Annequin, Françoise Bazire, Georges Beisson, Claude Chrétien, Eugénie Dubreuil, Danièle Duplessis, Marc Forestier, Annette Huet, Marc Lagana, Yannick Lageat, Yves Lenoir, Roger Martelli, Michel Pinglaut, Michel Puzelat, Joël Ragonneau, Claudine Rey, Jean-Claude Sardin, John Sutton, Marie-Claude Willard

Coordination : Michèle Camus et Michel Puzelat · **Graphisme et iconographie :** Alain Frappier

Impression : Imprimerie Maugein · **ISSN :** 1142 4524

Le prochain bulletin (67) paraîtra début septembre 2016. Faire parvenir vos articles avant le 31 mai 2016



LES AMIES ET AMIS DE LA

Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91

courriel : amis@commune1871.org | site internet : commune1871.org